



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALES/26520
1er octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAISRAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA MISSION D'OBSERVATION
DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEÏT

(pour la période allant du 1er avril au 30 septembre 1993)

Introduction

1. Au paragraphe 5 de sa résolution 687 (1991) du 3 avril 1991, le Conseil de sécurité a créé une zone démilitarisée de part et d'autre de la frontière entre l'Iraq et le Koweït et a décidé d'établir un groupe d'observateurs chargé de surveiller le Khor Abdullah et la zone démilitarisée, de prévenir les violations de la frontière par sa présence dans la zone démilitarisée et par la surveillance qu'il y exercerait, et d'observer tout acte hostile ou potentiellement hostile commis à partir du territoire d'un Etat contre l'autre. Par sa résolution 689 (1991) du 9 avril 1991, le Conseil de sécurité a approuvé le rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions susmentionnées (S/22454), a noté qu'aux termes du paragraphe 5 de la résolution 687 (1991), il avait pris la décision de créer un groupe d'observateurs et que seule une décision du Conseil pouvait mettre fin au mandat du groupe, et a décidé de réexaminer tous les six mois la question de savoir s'il fallait maintenir le groupe ou mettre fin à son mandat ainsi que les modalités selon lesquelles la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) fonctionnerait. Le Conseil de sécurité a examiné la question le 7 avril 1993 et a souscrit à ma recommandation (S/25514, par. 32) tendant à ce que la MONUIK soit maintenue pour une nouvelle période de six mois (S/25588). Le présent rapport a pour objet de donner au Conseil un aperçu des activités que la MONUIK a menées ces six derniers mois.

I. ORGANISATION

2. En septembre 1993, les effectifs de la MONUIK se répartissaient comme suit :

Observateurs militaires

Argentine	6	Fédération de Russie	15
Autriche	7	Fidji	6
Bangladesh	6	Finlande	7
Canada	5	France	15
Chine	15	Grèce	6
Danemark	6	Guyana	6
Etats-Unis d'Amérique	15	Hongrie	6

Inde	6	Royaume-Uni de	
Indonésie	6	Grande-Bretagne et	
Irlande	6	d'Irlande du Nord	15
Italie	7	Sénégal	6
Kenya	6	Singapour	6
Malaisie	6	Suède	7
Nigéria	6	Thaïlande	6
Norvège	8	Turquie	7
Pakistan	7	Uruguay	6
Pologne	7	Venezuela	7
Roumanie	6		
			—
		TOTAL	252 ^a
			—

Appui administratif et logistique

Unité du génie (Argentine)	50
Unité logistique (Danemark)	45
Détachement médical (Norvège)	20
	—
TOTAL	115
	—
TOTAL DES EFFECTIFS MILITAIRES	367
	==

^a Le nombre autorisé d'observateurs militaires est de 300, dont 48 sont actuellement en réserve dans leur pays. Quatre observateurs militaires ont été provisoirement affectés à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie.

La MONUIK compte en outre 185 fonctionnaires, dont 79 ont été recrutés au plan international et 106 sur place.

3. Le général de division T. K. Dibuma (Ghana) a continué d'exercer les fonctions de chef de la Mission d'observation jusqu'au 20 août 1993. Depuis, le général de brigade Vigar Aabrek (Norvège), Chef d'état-major de la MONUIK, exerce les fonctions de chef de la Mission d'observation par intérim. Je soumettrais au Conseil de sécurité la question de la nomination du nouveau chef de la Mission d'observation.

4. La MONUIK dispose de deux petits avions civils que le Gouvernement suisse fournit gracieusement à l'Organisation, et de trois hélicoptères affrétés. Elle utilise aussi un avion affrété pour le transport de troupes et de matériel entre Bagdad et le Koweït.

5. Comme indiqué auparavant (S/25514, par. 4), l'unité du génie canadienne a été remplacée par une unité argentine, qui a fait le plein de ses effectifs à la mi-septembre. Cette unité est arrivée dépourvue d'une bonne partie du matériel

/...

nécessaire car il a été jugé plus économique de se procurer ce matériel dans la région, ce à quoi l'on travaille encore actuellement.

6. L'unité logistique danoise a continué d'accomplir des tâches d'entretien de véhicules, d'approvisionnement et de sécurité, cette dernière fonction ayant principalement été remplie au quartier général de Umm Qasr et à son antenne du camp de Khor ainsi qu'à la base logistique de Doha.

7. Le détachement médical norvégien a continué d'assurer le service d'une infirmerie à Umm Qasr, pour le quartier général et le secteur nord, et des postes de premiers secours aux quartiers généraux des secteurs centre et sud. Il a également porté secours à des civils blessés dans la zone démilitarisée. Le Gouvernement norvégien m'a informé de son intention de retirer ce détachement à la fin d'octobre. Les contacts que j'ai eus avec un certain nombre d'Etats en vue de le remplacer sont restés jusqu'à présent sans suite.

8. En ce qui concerne le renforcement de la MONUIK, conformément à la résolution 806 (1993) du Conseil de sécurité en date du 5 février 1993, il n'a pas été possible, en dépit d'efforts soutenus, d'identifier un Etat Membre en mesure de fournir un bataillon d'infanterie mécanisé disposant du matériel nécessaire. Cependant, un Etat Membre a offert de fournir un bataillon d'infanterie si l'ONU se chargeait de l'équiper en véhicules blindés, matériel de transport lourd et autres types de matériel. Ces matériels feraient normalement partie intégrante du bataillon et leur acquisition n'est pas prévue au budget. Je suis en rapport avec un gouvernement qui a fait savoir qu'il serait disposé à fournir les équipements nécessaires. Le Gouvernement koweïtien a également accepté de construire les deux camps qui abriteront cette unité et de les mettre gracieusement à la disposition de la MONUIK.

II. CONCEPT DE L'OPERATION

9. La MONUIK est restée déployée dans la zone démilitarisée, comme il est indiqué dans les rapports précédents (voir la carte ci-jointe). A des fins opérationnelles, cette zone a été divisée en trois secteurs. Le concept de l'opération s'articule autour d'une combinaison de bases de patrouille/observation, de points d'observation, de patrouilles terrestres et aériennes, d'équipes d'enquête et de liaisons avec les parties à tous les niveaux. La MONUIK emploie des aides à la surveillance, notamment un radar maritime pour le Khor Abd Allah, des dispositifs de vision nocturne, des jumelles très puissantes et des caméras vidéo. En outre, elle fait appel au système mondial de localisation (GPS) pour relever avec précision les positions sur le terrain.

10. Dans une lettre datée du 12 mai 1993, le Représentant permanent du Koweït m'a fait savoir que son gouvernement avait décidé de mettre en place, tout le long de la frontière terrestre démarquée entre le Koweït et l'Iraq, un système de sécurité comprenant une tranchée, un remblai et une route destinée aux patrouilles. Les travaux ont commencé le 12 juin et étaient presque achevés dans les secteurs septentrional et central au moment de la rédaction du présent rapport. Quatre points de passage ont été ménagés à l'intention de la MONUIK, un dans chaque secteur et un autre sur la route principale à Safwan. La MONUIK réexaminera périodiquement ces dispositions, en fonction de ses besoins opérationnels.

11. La MONUIK a des bureaux de liaison à Bagdad et à Koweït, et le Chef de la Mission ainsi que d'autres membres de son état-major ont maintenu des contacts réguliers avec les autorités dans les deux capitales. Au niveau local, la liaison a continué d'être assurée avec la police des deux parties, ce qui s'est révélé utile pour faire cesser les violations et donner suite aux plaintes. A la suite de la création récente d'un bureau koweïtien dans la zone démilitarisée, les deux parties ont maintenant des moyens de liaison auxquels peut avoir aisément accès le quartier général de la MONUIK. Les autorités iraqiennes ont également établi des bureaux de liaison au niveau des secteurs.

III. SITUATION DANS LA ZONE DEMILITARISEE

12. La situation dans la zone démilitarisée a été calme durant la période considérée.

13. La MONUIK a constaté trois types de violation dans la zone démilitarisée : incursions mineures de personnel militaire au sol, survols par des appareils militaires, port et emploi d'armes autres que des armes de poing, essentiellement par des policiers. Le tableau suivant récapitule les violations constatées par la MONUIK :

	Iraq				Koweït			
	<u>Sol</u>	<u>Air</u>	<u>Port d'armes</u>	<u>Total</u>	<u>Sol</u>	<u>Air</u>	<u>Port d'armes</u>	<u>Total</u>
Avril	3	0	0	3	0	0	7	7
Mai	1	0	0	1	2	0	2	4
Juin	2	0	0	2	2	0	10	12
Juillet	0	0	1	1	0	0	9	9
Août	0	0	1	1	0	0	2	2
Septembre	2	0	2	4	2	0	1	3
Total	8	0	4	12	6	0	31	37

	Etats Membres coopérant avec le Koweït				Etats Membres non identifiés			
	<u>Sol</u>	<u>Air</u>	<u>Port d'armes</u>	<u>Total</u>	<u>Sol</u>	<u>Air</u>	<u>Port d'armes</u>	<u>Total</u>
Avril	2	1	0	3	0	7	0	7
Mai	1	0	0	1	0	3	0	3
Juin	0	0	0	0	0	5	0	5
Juillet	0	0	0	0	0	3	0	3
Août	0	0	0	0	0	0	0	0
Septembre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	1	0	4	0	18	0	18

14. Au cours de la période visée par le rapport, la MONUIK a reçu par écrit huit plaintes de l'Iraq; aucune plainte n'a été émise par le Koweït. Elle a mené une enquête sur chacune d'elles et en a communiqué les résultats aux autorités irakiennes. Ces plaintes portaient sur des coups de feu tirés contre des postes de police proches de la frontière et sur des violations de l'espace aérien.

15. Une grande partie de la zone démilitarisée reste parsemée de munitions non explosées et de débris provenant de la guerre, en particulier du côté irakien de la frontière. Des entreprises privées sous contrat avec le Gouvernement koweïtien ont poursuivi leurs travaux de dégagement du côté koweïtien de la zone démilitarisée et opèrent actuellement dans des zones situées le long de la frontière. Les autorités irakiennes ont également continué d'employer des équipes civiles à l'intérieur de la zone démilitarisée afin de neutraliser les munitions non explosées et de récupérer le matériel endommagé durant la guerre. La MONUIK a été tenue informée de ces activités et les a suivies de près.

16. On se rappellera que j'ai proposé aux Gouvernements irakien et koweïtien de les aider à régler les questions concernant les citoyens irakiens et leurs avoirs qui se trouvaient en territoire koweïtien à la suite de la démarcation de la frontière. Le Gouvernement koweïtien a fait savoir que ces citoyens ne pourraient pas rester au Koweït et a offert de verser des indemnités pour leurs biens et avoirs privés. Il a demandé que l'évaluation soit effectuée par une partie neutre désignée par l'ONU. Le Gouvernement irakien, tout en rejetant le principe de la réinstallation et de l'indemnisation, a déclaré qu'il ne prendrait aucune mesure susceptible de provoquer des différends ou des litiges avec l'ONU. J'ai choisi entre-temps un expert foncier qui évalue actuellement les exploitations agricoles privées irakiennes dans la région de Safwan et les avoirs privés irakiens à Umm Qasr. Je fixerai le montant des indemnités à l'issue de son évaluation et après avoir consulté les gouvernements irakien et koweïtien. Je suis également prêt à faciliter le processus d'indemnisation. J'ai lancé un appel aux parties afin qu'elles exercent la plus grande retenue et qu'elles coopèrent en vue de résoudre par des moyens pacifiques toutes les questions en suspens.

17. La MONUIK a continué de fournir un appui technique aux autres missions des Nations Unies en Iraq et au Koweït. En particulier, elle a aidé la Commission de démarcation de la frontière entre l'Iraq et le Koweït et le Coordonnateur de l'ONU chargé de la question de la restitution des biens koweïtiens par l'Iraq. Elle a continué d'assurer le contrôle des mouvements pour tous les aéronefs des Nations Unies opérant dans la zone.

IV. ASPECTS FINANCIERS

18. Par sa résolution 47/208 B du 14 septembre 1993, l'Assemblée générale m'a autorisé à engager des dépenses pour la MONUIK à concurrence d'un montant brut de 6 250 825 dollars (soit un montant net de 6 064 700 dollars) par mois pendant la période de quatre mois allant du 1er novembre 1993 au 28 février 1994, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission et sous réserve de l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

19. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la MONUIK au-delà du 9 octobre 1993, les dépenses mensuelles afférentes à la Mission seraient limitées au montant autorisé par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/208 B. Je présenterai au Comité consultatif et à l'Assemblée générale un rapport sur les ressources additionnelles qui seraient éventuellement nécessaires pour le maintien de la Mission. A ce propos, dans une lettre qu'il m'a adressée le 17 juillet 1993, le Représentant permanent du Koweït a indiqué que son gouvernement avait décidé de prendre à sa charge les deux tiers des dépenses afférentes à la MONUIK.

20. Les contributions non acquittées au Compte spécial de la MONUIK pour la période allant du début de la Mission jusqu'au 31 août 1993 s'élevaient à 26,5 millions de dollars.

V. OBSERVATIONS

21. Au cours des six derniers mois, la zone d'opérations de la MONUIK a été calme. En surveillant de près la zone et en restant constamment en liaison avec les autorités irakiennes et koweïtiennes, la MONUIK a été en mesure de prévenir les incidents et de faire cesser les violations mineures qui se sont produites. Elle a bénéficié de la coopération des deux parties dans l'exercice de ses responsabilités.

22. Le calme qui règne actuellement le long de la frontière entre l'Iraq et le Koweït ne saurait faire oublier que les tensions persistent et que la paix n'a pas encore été pleinement rétablie dans la zone. Dans ces conditions, la présence de la MONUIK demeure un important facteur de stabilité le long de la frontière entre l'Iraq et le Koweït. Je recommande donc que la Mission soit reconduite pour une nouvelle période de six mois.

23. Je déplore qu'il n'ait pas été possible d'accomplir davantage de progrès dans le renforcement de la MONUIK. Cela s'explique par le fait récent que les contributions ont de plus en plus tendance à aller aux nouvelles opérations de maintien de la paix des Nations Unies, aux dépens des opérations qui sont déjà en place, en particulier celles où la situation est relativement calme. En outre, il est devenu très difficile de trouver certaines unités spécialisées et j'ai actuellement du mal à remplacer l'unité médicale norvégienne. Je continuerai bien entendu à m'efforcer de surmonter ces obstacles.

24. A cet égard, je note avec satisfaction la décision qu'a prise le Gouvernement koweïtien de prendre à sa charge les deux tiers des dépenses du budget de la MONUIK. Cela permettra d'alléger considérablement le fardeau imposé aux Etats Membres par le maintien de la Mission.

25. En conclusion, je tiens à rendre hommage au Chef de la MONUIK, ainsi qu'aux hommes et aux femmes qui sont placés sous son commandement, pour la manière dont ils se sont acquittés de leur tâche difficile. Leur discipline et leur conduite de premier ordre leur font honneur, de même qu'elles sont source de fierté pour leur pays et pour l'Organisation des Nations Unies.

/...